



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier
mensuel
de
conjoncture

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

6 mai 2015

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 9 juin 2015.

SOMMAIRE

◆ **Synthèse régionale**

- *Page 4*

◆ **Marché du travail**

- *Page 5* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois
- *Page 6* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département
- *Page 7* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe
- *Page 8* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge
- *Page 9* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel
- *Page 10* : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA
- *Page 11* : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi
- *Page 12* : taux de chômage (Insee)

◆ **Emploi**

- *Page 13* : offres d'emploi confiées à Pôle emploi
- *Page 14* : évolution récente de l'intérim
- *Page 15* : évolution récente de l'emploi salarié

◆ **Accompagnement des mutations économiques**

- *Page 17* : activité partielle
- *Page 18* : procédures de licenciement collectif

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En mars 2015, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) augmente de +0,2 % en Île-de-France (données CVS) et de +0,4 % en France métropolitaine.

Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits progresse de +0,4 % dans la région et de +0,5 % en France métropolitaine. En un an, la hausse en catégorie ABC s'élève à +6,0 % en Île-de-France et à +6,7 % en France métropolitaine.

En catégorie ABC, la demande d'emploi augmente de +0,4 % à la fois pour les hommes et pour les femmes sur le mois de mars. Sur le trimestre, l'évolution de la demande d'emploi reste un peu plus favorable pour les hommes (+1,0 %) que pour les femmes (+1,3 %) mais l'écart tend à se réduire.

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi en catégorie ABC se replie au mois de mars en Île-de-France (-0,2 %) tandis qu'il augmente en France métropolitaine (+0,6 %). Le nombre de demandeurs d'emploi seniors poursuit sa hausse soutenue en région francilienne ainsi qu'au niveau national.

Les cadres continuent toujours d'être relativement épargnés par la hausse de la demande d'emploi, tandis que les employés de commerce et des services restent les plus affectés.

Au quatrième trimestre 2014, le taux de chômage francilien représente 8,9 % de la population active, stable par rapport au troisième trimestre.

EMPLOI

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands augmente très légèrement au 4^{ème} trimestre 2014 en Île-de-France tandis qu'il se stabilise en France métropolitaine. L'activité intérimaire continue de se replier, dans le sillage du net recul observé dans la construction et dans l'hébergement et la restauration.

MUTATIONS ECONOMIQUES

Au mois de mars 2015, le nombre d'heures d'activité partielle autorisées demeure élevé, bien qu'en baisse par rapport aux mois précédents. Le secteur de la construction, cumulant la moitié des heures demandées, reste celui qui en sollicite le plus grand nombre. Le nombre d'emplois menacés par des procédures de licenciement collectif s'établit à un niveau élevé, à l'image des deux mois précédents, mettant ainsi fin à l'accalmie du second semestre 2014.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2015

□ En mars 2015, la demande d'emploi de catégorie A augmente en Île-de-France de +0,2 % après correction des variations saisonnières. Elle augmente de +0,4 % en France métropolitaine.

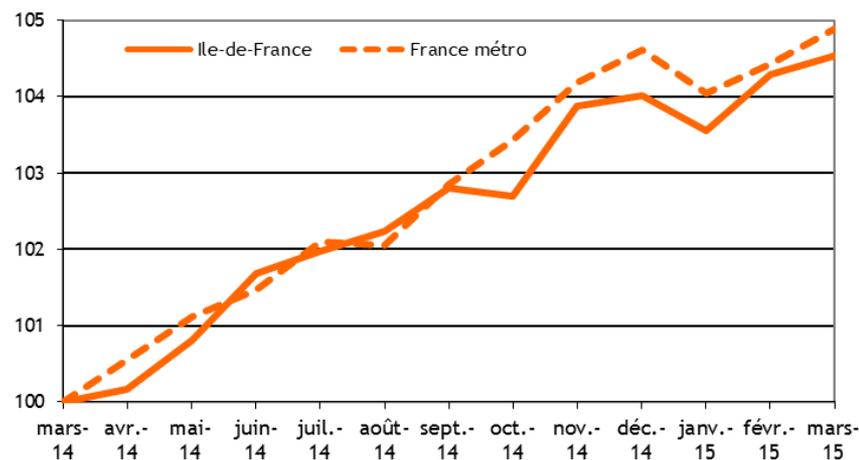
□ En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés augmente de +0,4 % dans la région et de +0,5 % en France métropolitaine.

□ Sur un an, la hausse en catégorie A s'élève à +4,5 % en Île-de-France et +4,9 % en France métropolitaine. Pour la catégorie ABC, l'augmentation atteint +6,0 % en région francilienne et +6,7 % au niveau national.

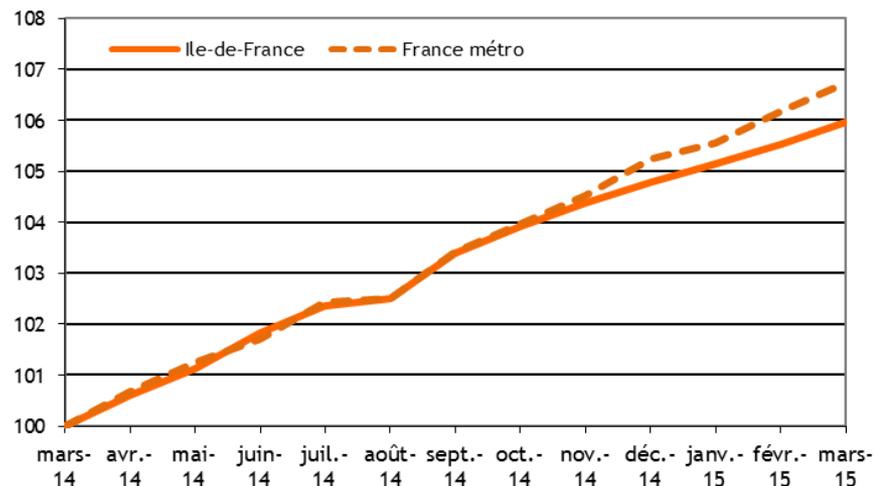
□ Après la baisse du mois de janvier, le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité réduite (cat. A) est à la hausse en mars, même si elle est moindre qu'en février. En prenant en compte les demandeurs ayant exercé une activité réduite (cat. ABC), on observe une hausse continue depuis plus d'un an et demi.

Mars 2015	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	664 420	3 509 800	0,2	0,4	4,5	4,9
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	932 870	5 290 500	0,4	0,5	6,0	6,7

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en mars 2014)



Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en mars 2014)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2015

En mars 2015, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente fortement en Essonne (+0,9 %) tandis qu'il recule légèrement dans le Val-d'Oise (-0,2 %) et la Seine-Saint-Denis (-0,1 %).

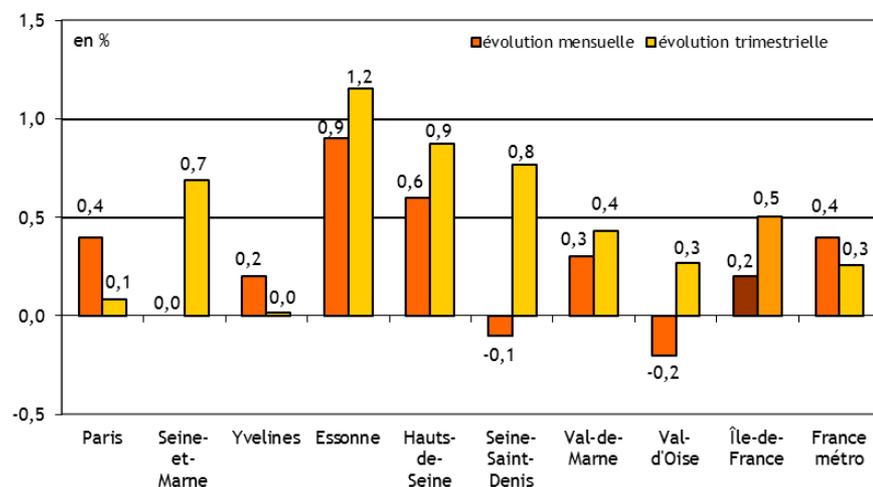
En catégorie ABC, l'Essonne est une nouvelle fois le département le plus touché (+1,1 %). A l'inverse Paris, la Seine-Saint-Denis (tous deux +0,1 %) et la Seine-et-Marne (+0,2 %) sont relativement épargnés.

Sur trois mois, le nombre de demandeurs en catégorie A augmente de +0,5 % en Île-de-France et de +0,3 % au niveau national. Paris et les Yvelines affichent une hausse quasi-nulle sur les trois derniers mois alors que l'Essonne subit la plus forte augmentation de la région.

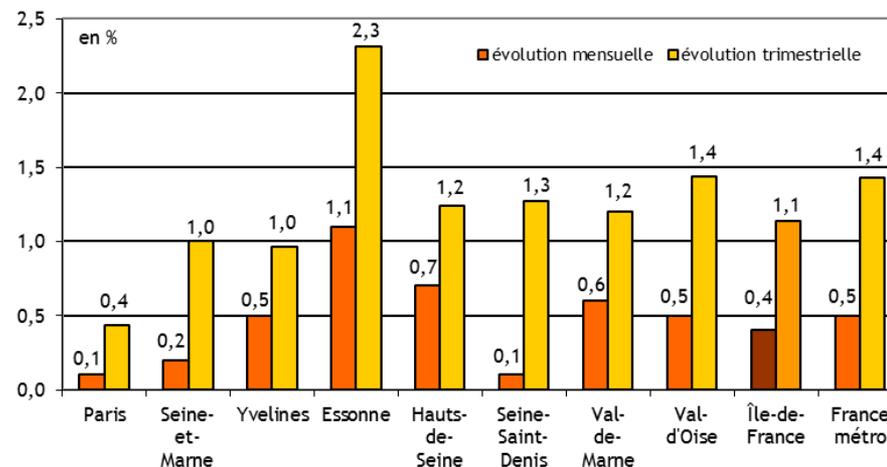
En catégorie ABC, l'augmentation sur les trois derniers mois atteint +1,1 % en région francilienne et +1,4 % en France métropolitaine. L'Essonne est le département le plus affecté avec une hausse bien supérieure au niveau observé sur la région. Paris est en revanche mieux loti.

CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	133 750	0,4	197 300	0,1
Seine-et-Marne	65 570	0,0	93 630	0,2
Yvelines	62 310	0,2	87 880	0,5
Essonne	57 080	0,9	81 810	1,1
Hauts-de-Seine	80 680	0,6	111 240	0,7
Seine-Saint-Denis	119 470	-0,1	160 530	0,1
Val-de-Marne	74 220	0,3	101 910	0,6
Val-d'Oise	71 340	-0,2	98 570	0,5
Île-de-France	664 420	0,2	932 870	0,4
France métropolitaine	3 509 800	0,4	5 290 500	0,5

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2015

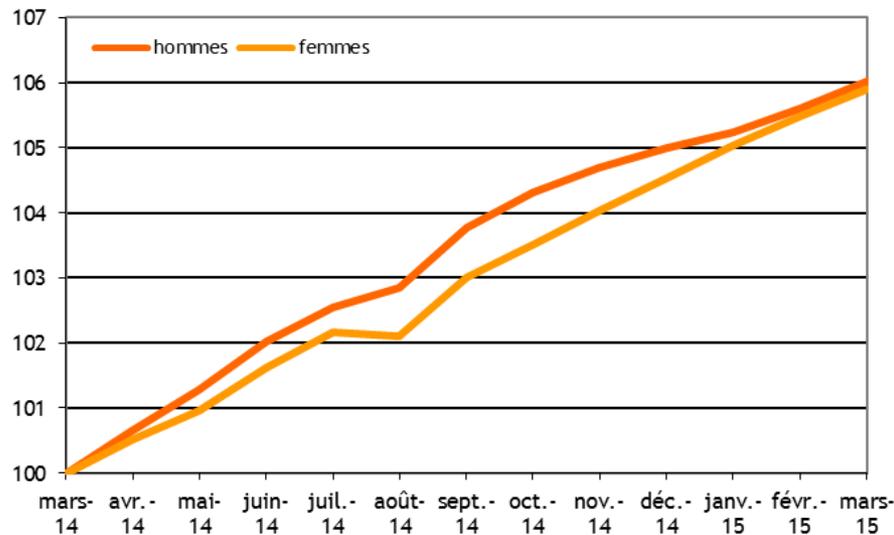
La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

La demande d'emploi en Île-de-France augmente en mars 2015 de +0,4 % pour les hommes comme pour les femmes. En France métropolitaine, la hausse est de +0,6 % pour les hommes et +0,5 % pour les femmes.

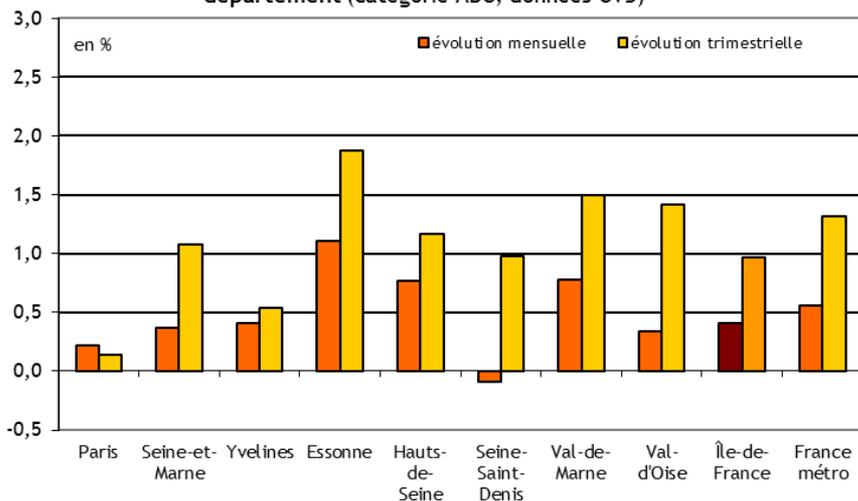
Sur les trois derniers mois, la demande d'emploi en catégorie ABC croît un peu plus vite pour les femmes (+1,3 %) que pour les hommes (+1,0 %). En France métropolitaine, l'écart est également présent (+1,5 % pour les femmes et +1,3 % pour les hommes).

Sur trois mois, la hausse est sensiblement plus importante pour les femmes à Paris, dans les Yvelines, en Essonne et en Seine-Saint-Denis. Le Val-de-Marne, à l'inverse, est le seul département où c'est la demande d'emploi masculine qui augmente plus rapidement.

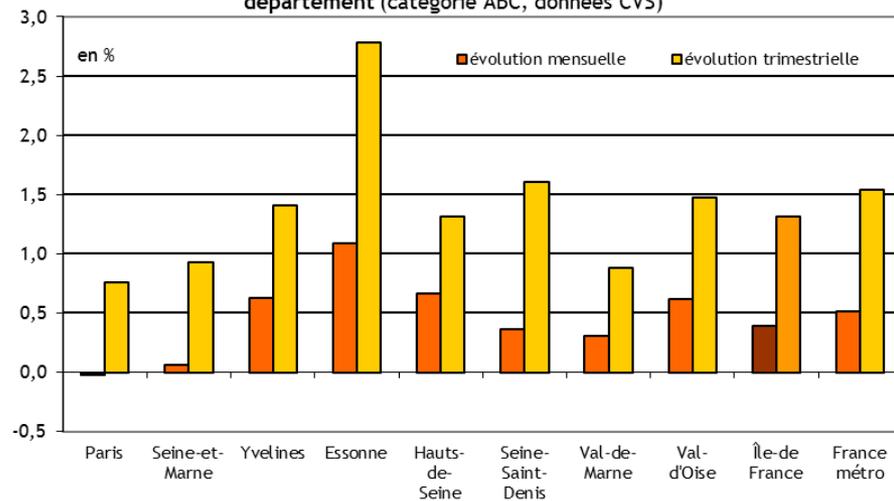
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 mars 2014)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2015

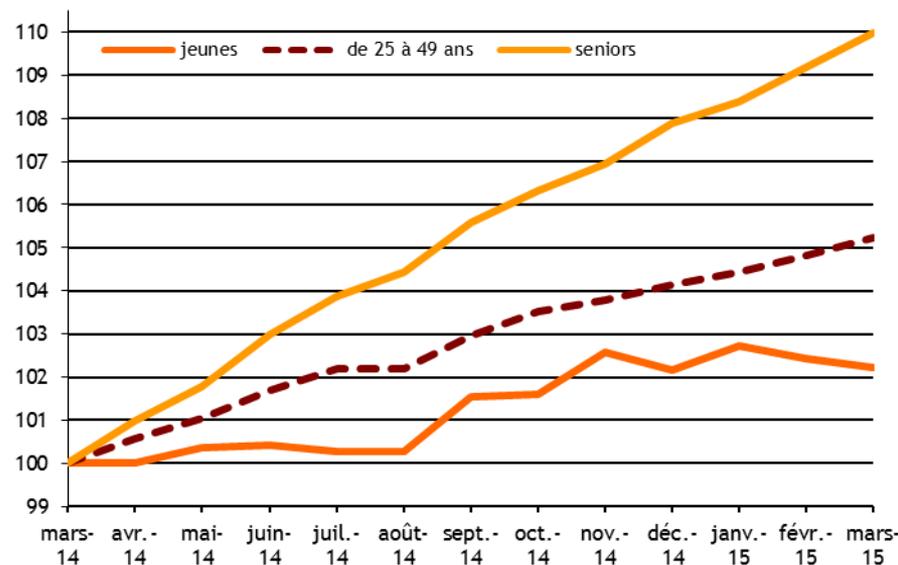
La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi en Île-de-France diminue au mois de mars 2015 (-0,2 %) et est stable (0,0 %) sur les 3 derniers mois. Au niveau national, le nombre de demandeurs de moins de 25 ans progresse de +0,6 % en mars et au cours des trois derniers mois.

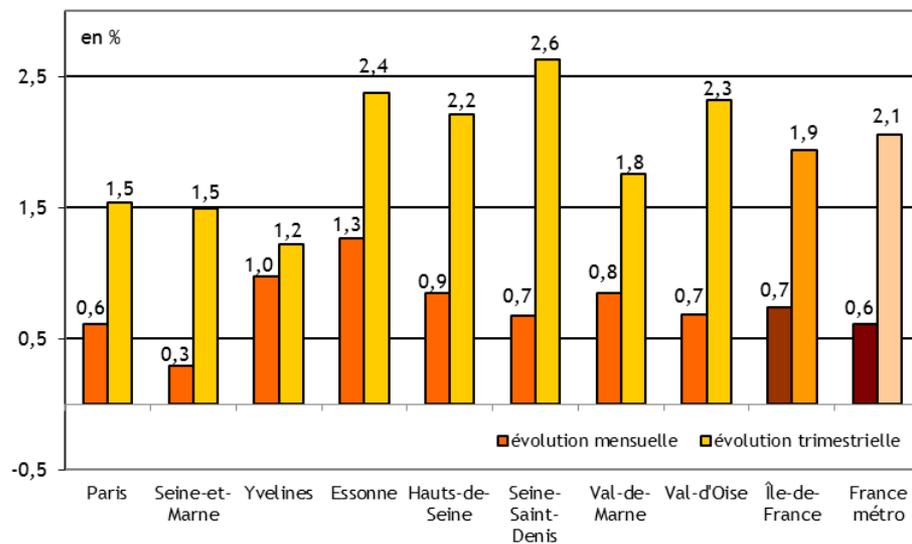
La Seine-et-Marne, les Yvelines et Paris connaissent une baisse importante du nombre de jeunes demandeurs sur le premier trimestre 2015. L'Essonne enregistre la plus forte hausse sur le trimestre. Elle est également importante pour les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise.

La demande d'emploi des seniors augmente de manière similaire en Île-de-France et au niveau national, avec des hausses mensuelles et trimestrielles toujours soutenues dans tous les départements.

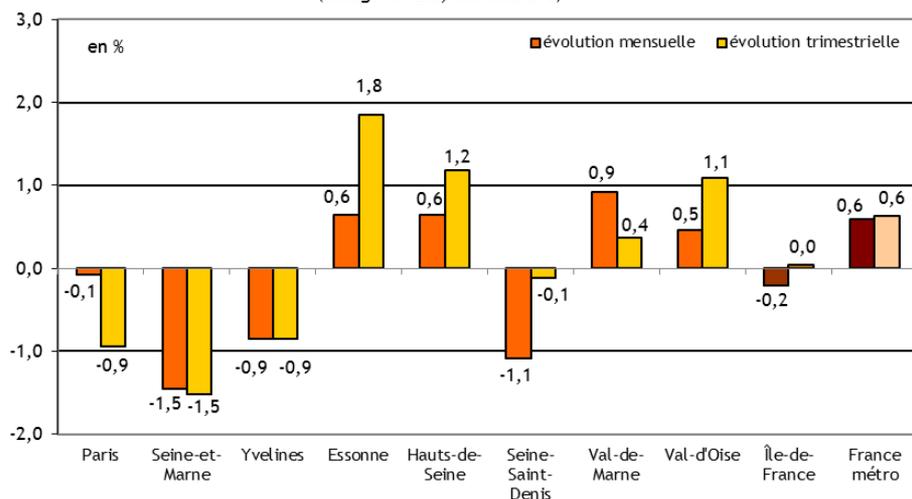
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 mars 2014)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2015

Les demandeurs d'emploi par catégorie professionnelle* et par métier recherché

En mars 2015, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC se stabilise pour les cadres (+0,1 %) et augmente le plus fortement pour les employés de commerce et des services (+0,6 %).

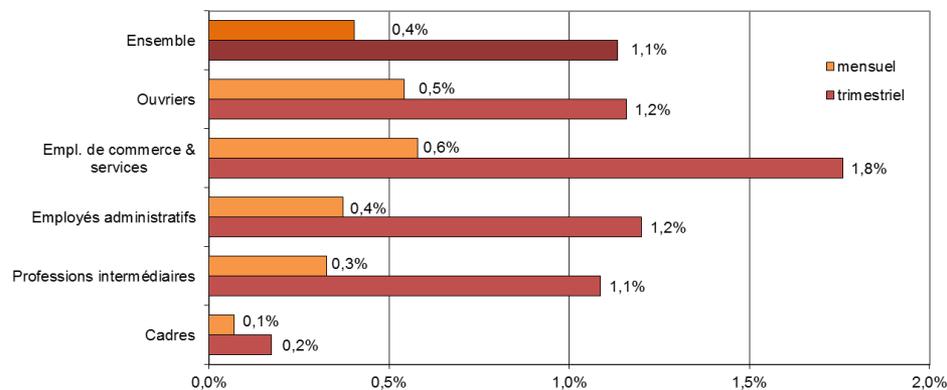
Sur trois mois, les cadres sont encore une fois les seuls à voir leur demande d'emploi demeurer à peu près stable (+0,2 %). Les employés de commerce et des services restent quant à eux les plus touchés (+1,8 %). Les autres catégories professionnelles affichent une évolution proche du niveau d'ensemble.

Au premier trimestre, la hausse aura été particulièrement importante pour les métiers de la santé, de l'action sociale, culturelle et sportive, de l'informatique et des télécommunications ainsi que des services aux particuliers et aux collectivités. Malgré les hausses des précédents trimestres, le bâtiment et les travaux publics et l'hôtellerie et restauration connaissent en revanche une relative accalmie en mars.

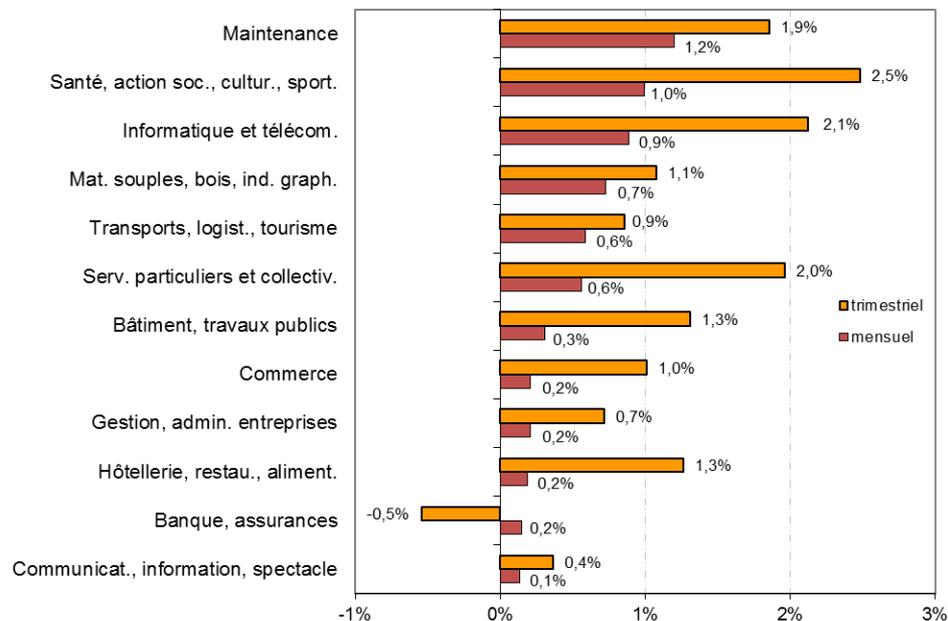
Les métiers de la banque et des assurances enregistrent toujours la seule baisse sur le trimestre (-0,5 %). Ceux de la communication, de l'information et du spectacle sont également plutôt épargnés ces derniers mois.

*La catégorie professionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC - données CVS)



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2015

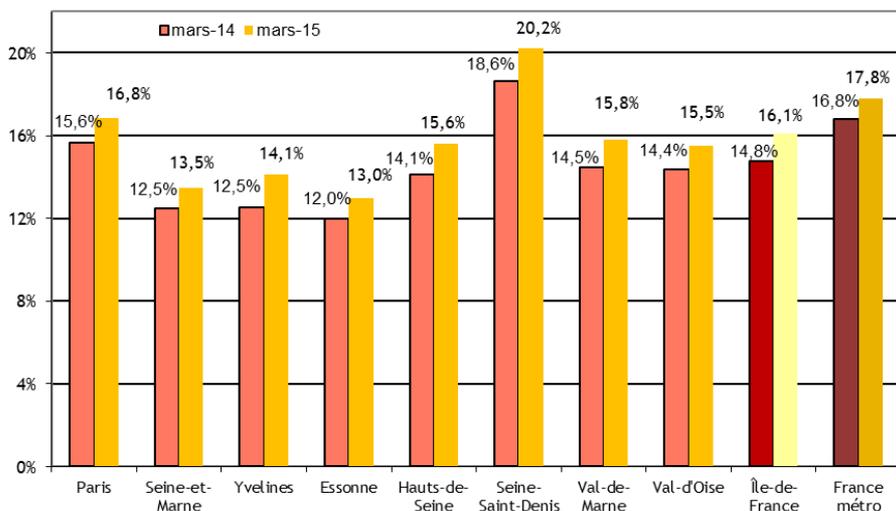
Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

En mars 2015, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an augmente de +0,7 % en Île-de-France et de +10,7 % en un an. Le nombre de demandeurs inscrits depuis moins d'un an croît de +0,2 % en mars et de +2,7 % en un an.

En Île-de-France, la part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus s'élève à 43,2 %, contre 41,4 % un an auparavant.

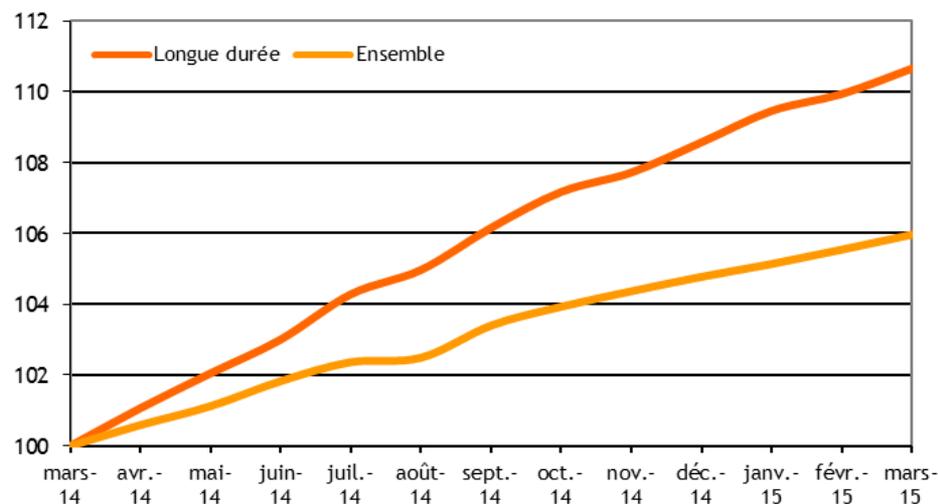
16,1 % des demandeurs d'emploi franciliens sont bénéficiaires du RSA, contre 17,8 % en France métropolitaine. En un an, cette part a progressé de +1,3 point en Île-de-France et de +1,0 point en France métropolitaine.

Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA



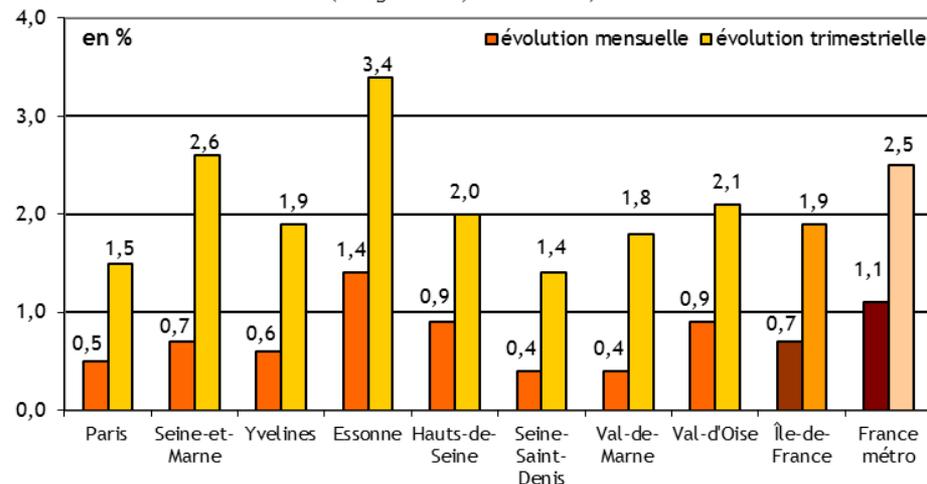
Sources : DARES / Pôle emploi - données brutes

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 mars 2014)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les entrées et les sorties à la fin du mois de mars 2015

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

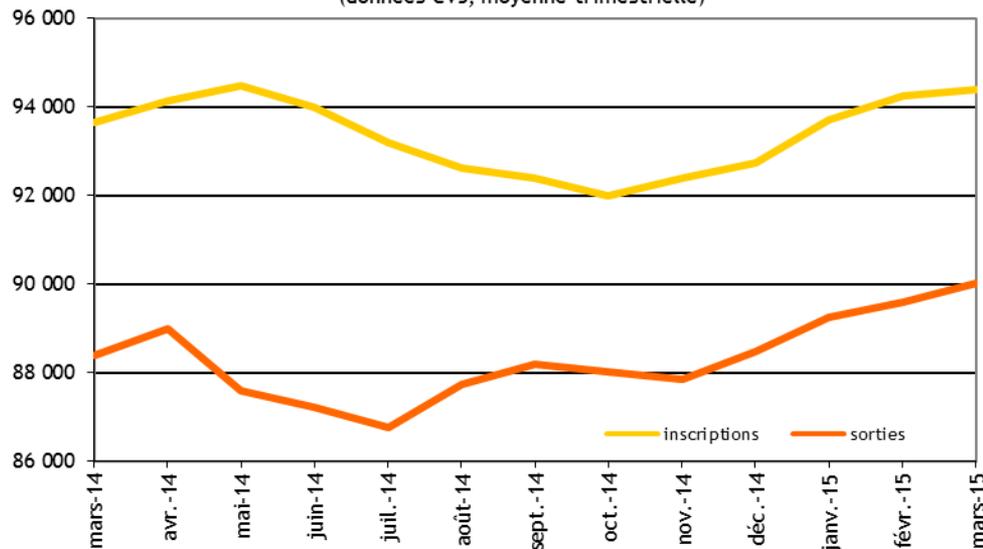
En mars 2015, le nombre d'entrées à Pôle emploi recule légèrement par rapport au mois de février tandis que le nombre de sorties est stable (données corrigées des variations saisonnières).

En moyenne trimestrielle, le nombre d'entrées et le nombre de sorties connaissent une augmentation identique par rapport à la moyenne des trois mois précédents (+1,8 %).

Parmi les motifs d'entrée, la rubrique « autres cas » concerne 44 % des inscriptions, parmi lesquelles 6 % font suite à des ruptures conventionnelles. Par rapport au trimestre précédent, la seule baisse du nombre d'entrées concerne le motif de fin de mission d'intérim. Les entrées pour fin de CDD restent stables, tandis qu'elles augmentent pour le reste des motifs, et tout particulièrement pour les premières entrées.

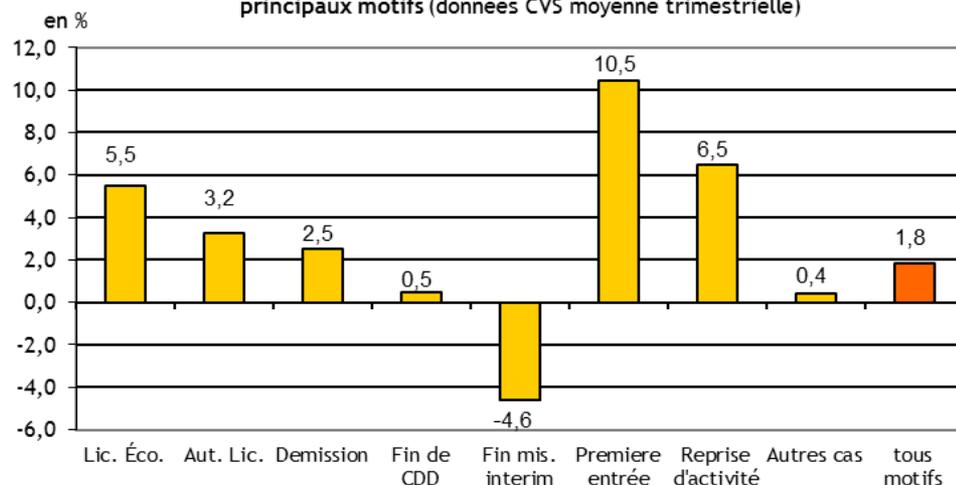
Du côté des sorties, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation représentent 46 % des motifs, ce qui limite la portée de l'analyse. Sur trois mois glissants, les entrées en stage (6 % des motifs) connaissent une forte hausse. Les radiations administratives (10 % des motifs) et les « autres cas » (16 % des motifs) progressent également. Pour le reste des motifs, le nombre de sorties évolue peu.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 4ème trimestre 2014

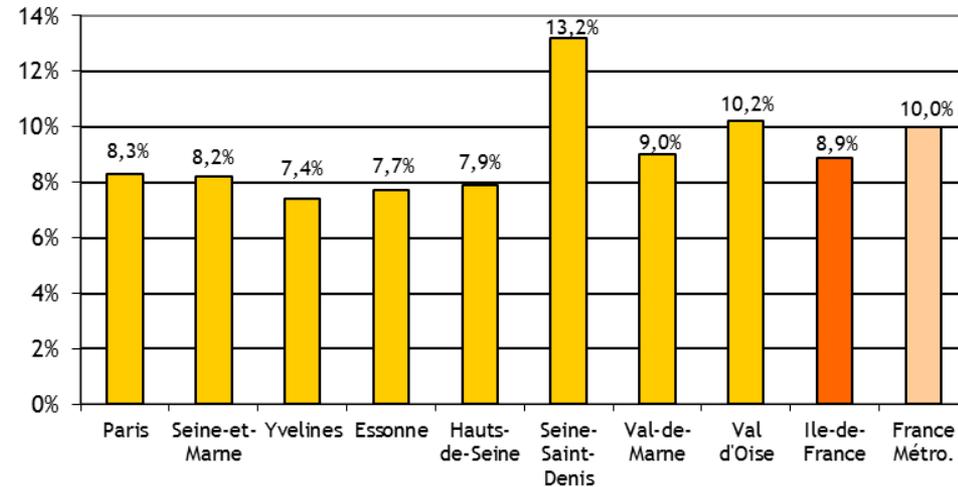
➤ Du fait d'une rénovation du questionnaire de l'enquête emploi de l'Insee qui sert à mesurer le taux de chômage, une nouvelle série de données a été publiée à partir du 4^{ème} trimestre 2013, non comparable avec les taux publiés jusqu'à présent. Ces derniers ont été « rétro-polés » pour les rendre comparables aux taux qui sont publiés maintenant.

□ Au quatrième trimestre 2014, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,9 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, stable par rapport au troisième trimestre 2014. En France métropolitaine, il augmente de +0,1 point, pour atteindre désormais 10,0 % de la population active.

□ Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France progresse de +0,3 point et il augmente de +0,4 point sur l'ensemble du territoire français. Le taux francilien reste nettement inférieur (-1,1 point) au taux national (hors DOM).

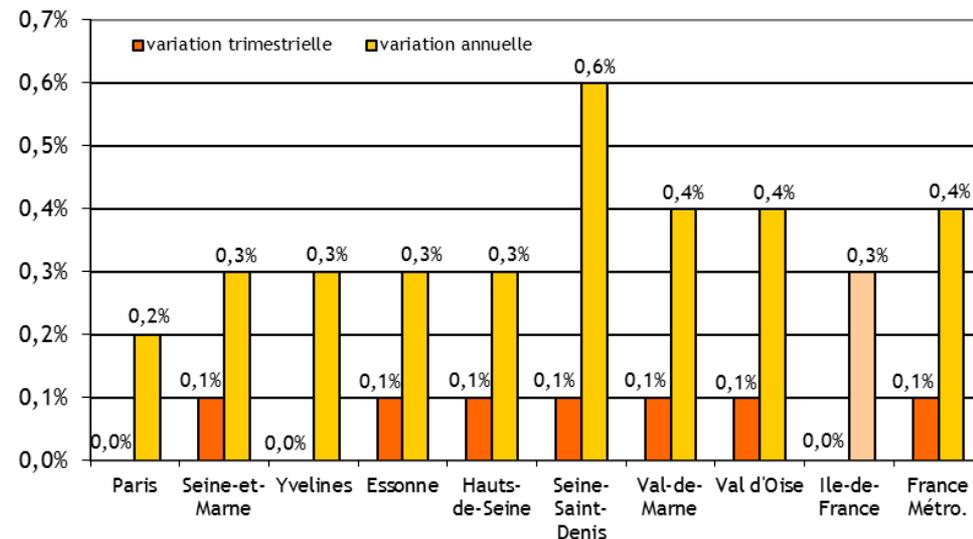
□ La Seine-Saint-Denis demeure le département francilien où le taux de chômage est le plus élevé, atteignant 13,2 % (+0,1 point par rapport au troisième trimestre, et +0,6 point en un an, la plus forte progression en Île-de-France). Il est suivi par le Val-d'Oise où il s'élève à 10,2 % (+0,1 point sur le trimestre, +0,4 point en un an). Ce sont les deux seuls départements franciliens où le taux de chômage est supérieur à celui de la France métropolitaine.

Taux de chômage localisé au 4ème trimestre 2014



Source : Insee

Évolution du taux de chômage localisé au 4ème trimestre 2014



Source : Insee

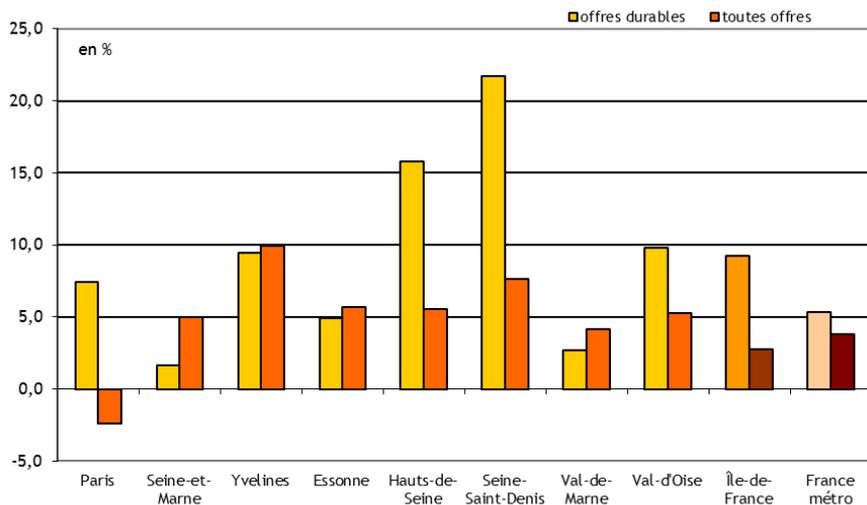
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin mars 2015

En mars 2015, 45 170 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 27 370 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Le nombre d'offres augmente sensiblement par rapport au mois précédent.

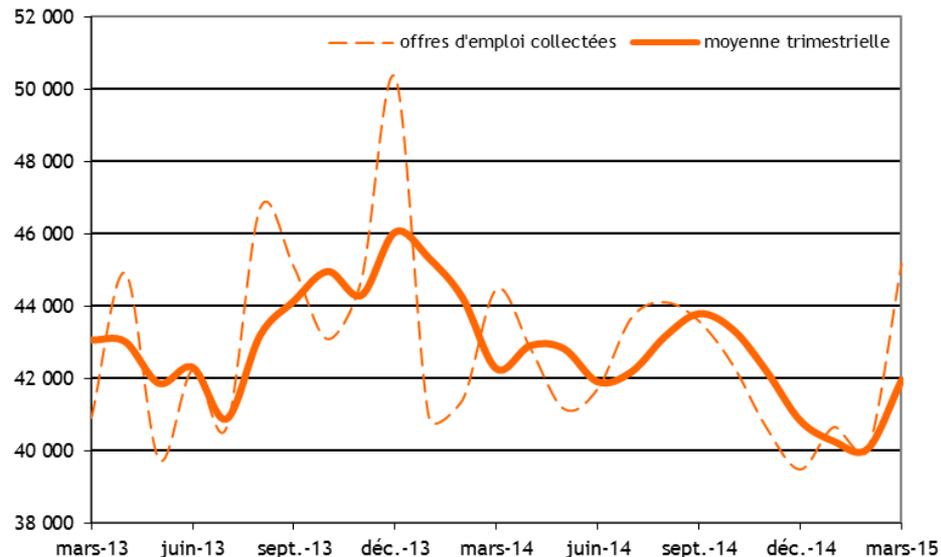
En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région augmente grâce à la forte hausse du nombre d'offres durables. Elle compense le repli important mais moindre des offres non durables.

En France métropolitaine, le nombre d'offres d'emploi collectées augmente également, du fait cette fois d'une hausse pour les deux types d'offres durables et non durables.

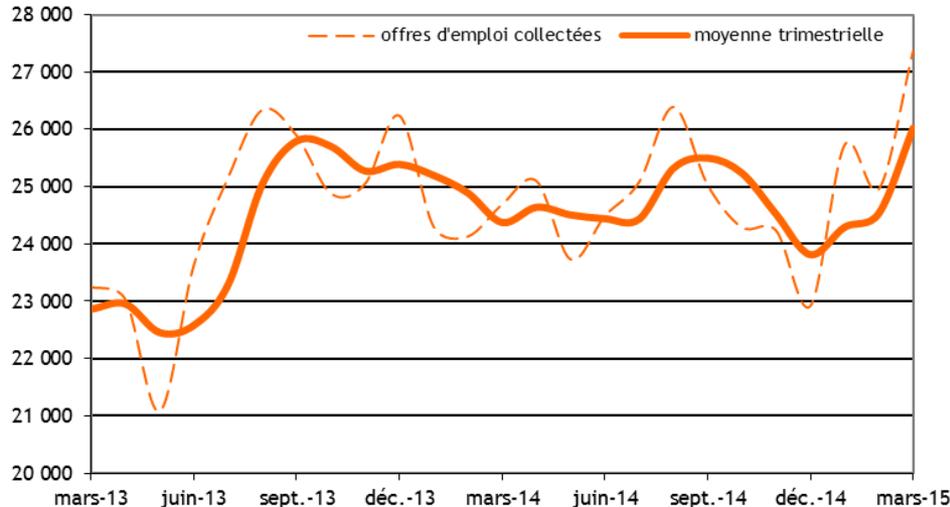
Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis mars 2013 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis mars 2013 (données CVS)



Sources : Dares / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

L'intérim à fin janvier 2015

Plus de 263 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de janvier 2015 dans les établissements franciliens, soit une moyenne de 88 900 emplois en équivalent temps plein (EETP, données corrigées des variations saisonnières).

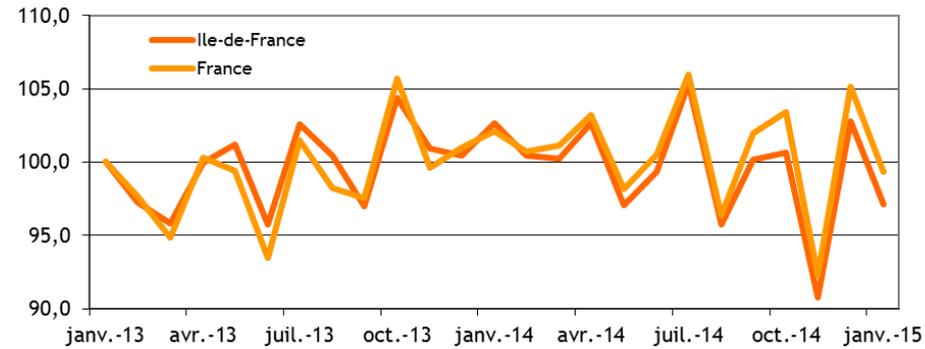
Le nombre de contrats signés et le nombre d'intérimaires en EETP ont diminué ce mois-ci. Ainsi, en moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires enregistre également une baisse : -2,0 % par rapport aux trois mois précédents.

L'intérim dans l'industrie est en repli après plusieurs mois de hausse : -1,5 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents. En particulier, la production et distribution d'eau, gestion des déchets diminue de -2,0 %, alors que les industries agro-alimentaires et la fabrication de matériels de transport augmentent (resp. +2,7 % et +2,5 %).

L'utilisation dans la construction enregistre un net recul de l'activité intérimaire, mais moins important que lors des derniers mois de 2014 : -6,9 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents.

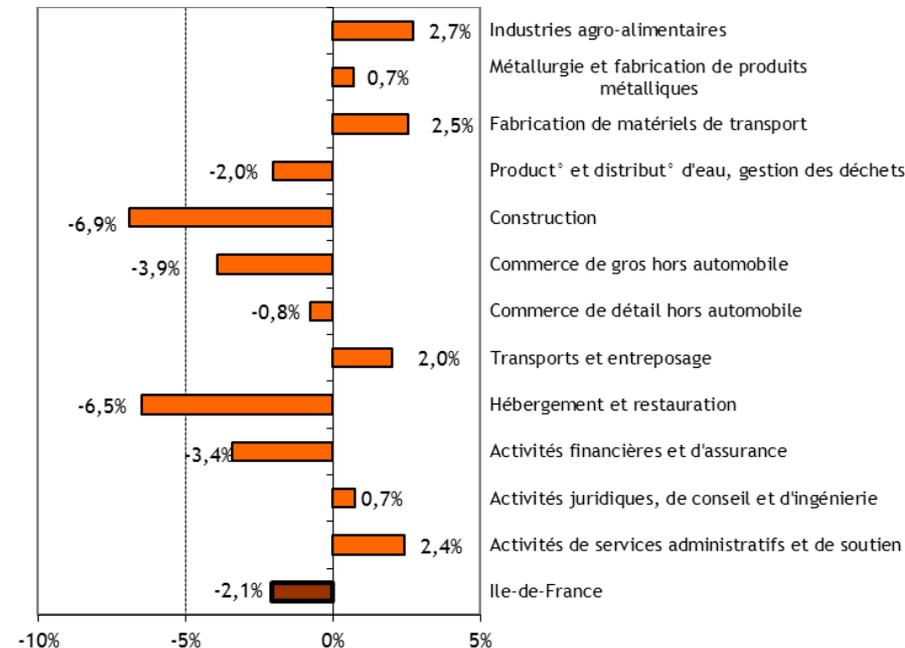
Le tertiaire est en légère diminution (-0,7 %), avec des différences suivant les secteurs d'activité. Ainsi, le nombre d'EETP est en forte baisse dans l'hébergement/restauration, le commerce de gros et les activités financières. A contrario, les activités de services administratifs et le transport/entreposage enregistrent des hausses.

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin janvier 2013)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (donnée CVS)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 4^{ème} trimestre 2014

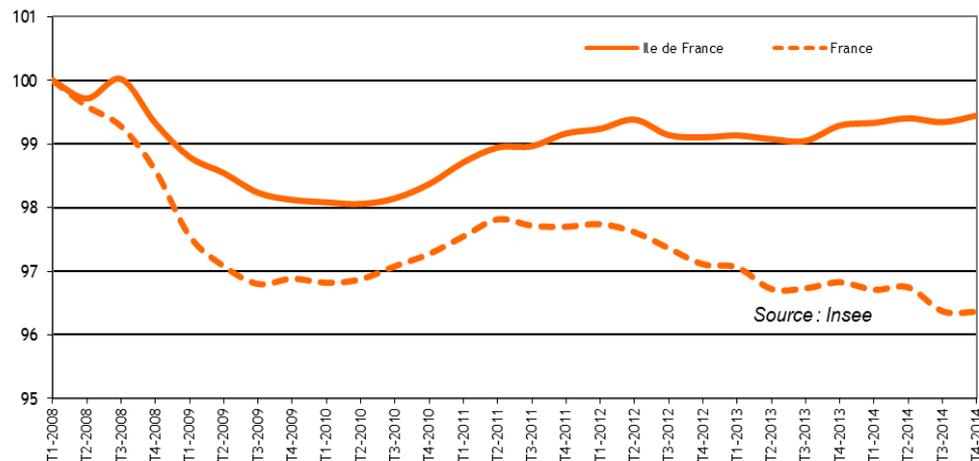
❑ Au quatrième trimestre 2014, l'emploi salarié marchand francilien progresse très légèrement (+4 300 emplois, soit +0,1 %) selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand reste quasiment stable (0,0 %, pour -1 200 emplois).

❑ Sur un an, l'emploi salarié progresse de +0,2 % en région francilienne, tandis qu'il recule de -0,5 % en France métropolitaine.

❑ La Seine-Saint-Denis subit la seule baisse significative sur le trimestre (-0,5 %, pour -1 800 postes). L'emploi salarié marchand augmente à l'inverse notablement dans les Yvelines (+0,5 %, soit +1 600 emplois). Paris est néanmoins le département qui crée le plus grand nombre d'emplois (+2 400 emplois, +0,2 %).

❑ La seule véritable hausse annuelle concerne Paris (+1,0 %, +12 300 emplois). Malgré une hausse ce trimestre, le département des Yvelines est celui qui perd sur un an le plus grand nombre d'emplois et affiche la plus forte baisse en région francilienne (-1,3 %, soit -4 700 postes), après avoir été touché par une baisse importante lors du premier trimestre de l'année. Le Val-d'Oise connaît la seconde baisse la plus importante de la région (-0,4 %, soit -1 100 emplois), tandis que l'emploi reste stable dans les autres départements.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 4 ^{ème} trimestre 2014	Evolution trimestrielle (par rapport au 3 ^{ème} trimestre 2014)		Evolution annuelle (par rapport au 4 ^{ème} trimestre 2013)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 287 390	2 361	0,2	12 272	1,0
Seine-et-Marne	303 884	523	0,2	375	0,1
Yvelines	363 523	1 636	0,5	-4 749	-1,3
Essonne	298 494	48	0,0	-269	-0,1
Hauts-de-Seine	811 689	1 064	0,1	-171	0,0
Seine-Saint-Denis	392 689	-1 805	-0,5	217	0,1
Val-de-Marne	356 645	-336	-0,1	-147	0,0
Val-d'Oise	259 265	806	0,3	-1 097	-0,4
Ile-de-France	4 073 578	4 298	0,1	6 431	0,2
France métropolitaine	15 364 100	-1 200	0,0	-74 000	-0,5

Source : Insee

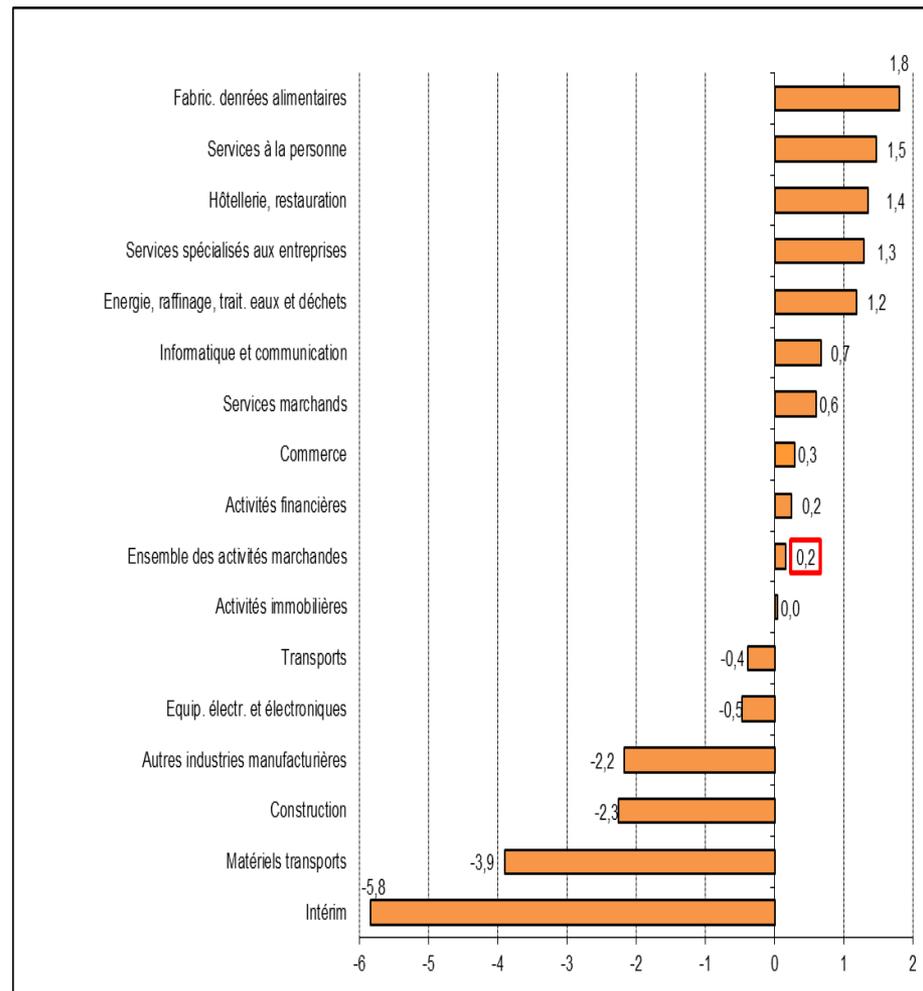
L'emploi salarié au 4^{ème} trimestre 2014

❑ Au quatrième trimestre 2014, le nombre d'emplois dans l'industrie diminue de nouveau en Île-de-France (-0,4 %), après s'être maintenu au trimestre précédent. L'emploi recule fortement dans la construction (-1,2 %) et reste à peu près stable dans le commerce (-0,1 %). Les services marchands affichent la seule hausse sur le trimestre (+0,4 %).

❑ Sur un an, la construction enregistre la plus importante baisse (-2,3 %, pour -6 200 emplois). Suit l'industrie avec une baisse de -1,1 % sur un an (-5 200 emplois). En son sein, ce sont la fabrication de matériels de transports et les « autres industries manufacturières » (pharmacie, chimie...) qui sont fortement affectées par la baisse. Le commerce connaît une légère hausse annuelle (+0,3 %, +2 000 postes).

❑ Les services marchands gagnent 15 800 emplois (+0,6 % sur un an). En hausse, on retrouve les services à la personne (+1,5 %), l'hôtellerie et la restauration (+1,4 %) et le domaine des services spécialisés aux entreprises (conseil, ingénierie...) à +1,3 % (comptant pour 11 400 créations de postes). L'emploi au sein de l'informatique, les médias et la communication progresse également, grâce à la hausse lors du quatrième trimestre (+0,7 % sur le trimestre et sur un an). En revanche, l'intérim, malgré un rebond lors du dernier trimestre (+3,4 %) a connu une année 2014 très morose, illustrée par la forte baisse sur un an (-5,8 %).

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 4^{ème} trimestre 2013 et le 4^{ème} trimestre 2014, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

L'activité partielle en mars 2015

En mars dernier, 187 demandes d'autorisations d'activité partielle ont été adressées à la Direccte.

Elles correspondent à 737 618 heures autorisées à être chômées. Un volume en baisse de 25 % par rapport à février 2015.

Le département du Val d'Oise cumule le plus d'heures avec 23 % des heures demandées ce mois-ci sur l'Île-de-France.

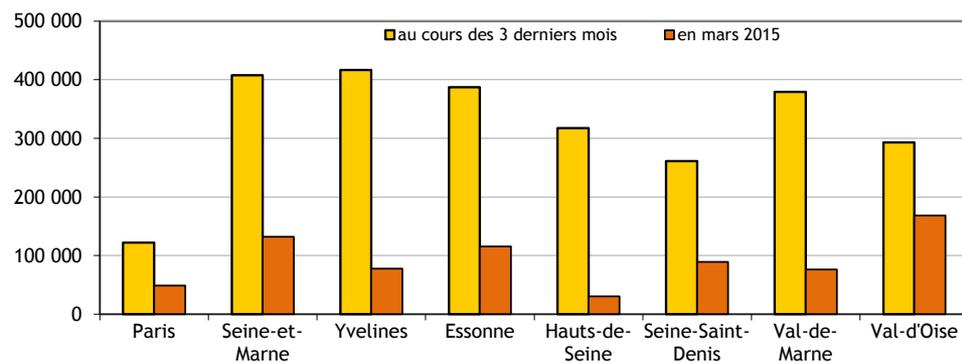
Viennent ensuite les départements de la Seine-et-Marne et de l'Essonne qui, avec chacun plus de 100 000 heures, concentrent 34 % des heures d'activité partielle autorisées.

La moitié des heures demandées ce mois dans la région, soit 380 000 heures, relèvent du secteur de la construction. Sur trois mois, ce secteur est celui qui concentre le plus d'heures autorisées.

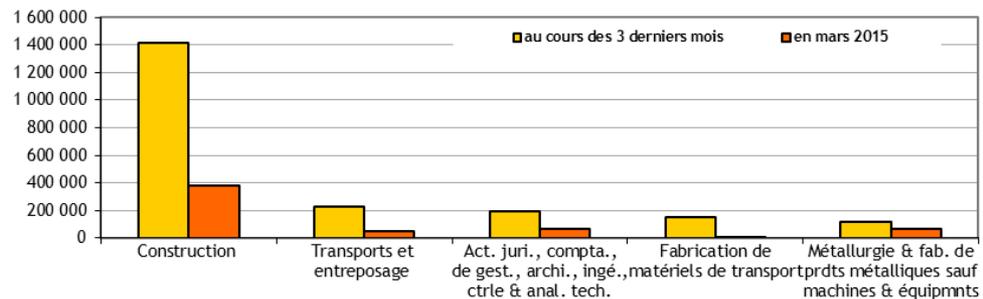
Le secteur de l'ingénierie et études techniques a obtenu des autorisations pour près de 66 500 heures réparties en 16 demandes. C'est le deuxième secteur qui concentre le plus d'heures ce mois-ci.

Le secteur de la métallurgie a obtenu pour près de 64 700 heures. La majorité de ces heures sont concentrées dans des établissements de fabrication de produits métalliques.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en mars	187	25	27	30	15	12	28	16	34
cumul 2015	559	73	83	83	82	47	57	54	80
Heures associées en mars	737 618	48 890	131 809	77 673	115 417	30 202	88 974	76 296	168 358
cumul 2015	2 584 519	122 192	407 580	416 687	387 191	317 357	261 092	379 202	293 219

Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Les procédures de licenciement collectif en mars 2015

En mars, 53 procédures concernant 2 244 emplois ont été notifiées aux services de la Direccte. Parmi ces emplois, 745 seront perdus pour cause de liquidations judiciaires.

Le chiffre des emplois menacés reste élevé pour le troisième mois consécutif.

Le Val-de-Marne est le département le plus affecté avec 1,2 poste en danger sur 1 000 dans le territoire. La Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis sont également plus touchés que l'ensemble de la région.

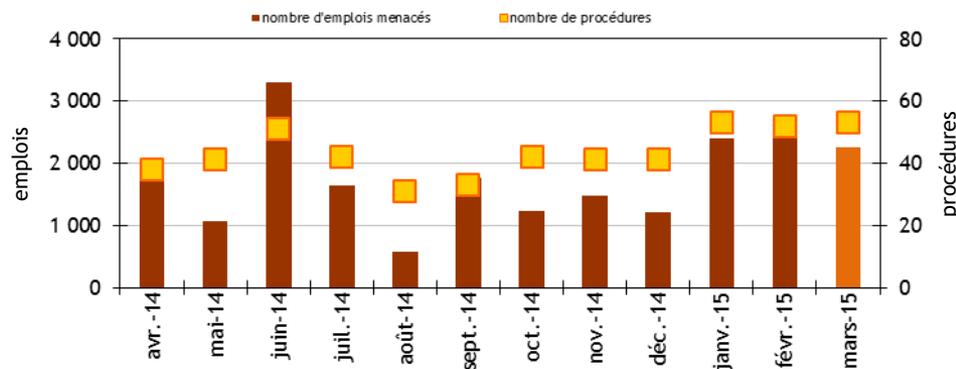
Le secteur le plus affecté en mars en proportion de son emploi est celui de l'imprimerie, suivi de l'industrie pharmaceutique. Ces deux secteurs concentrent un grand nombre d'emplois menacés depuis maintenant plusieurs années.

Le secteur du transport et de l'entreposage a engagé les procédures menaçant le plus grand nombre de postes, 500 au total ce mois-ci.

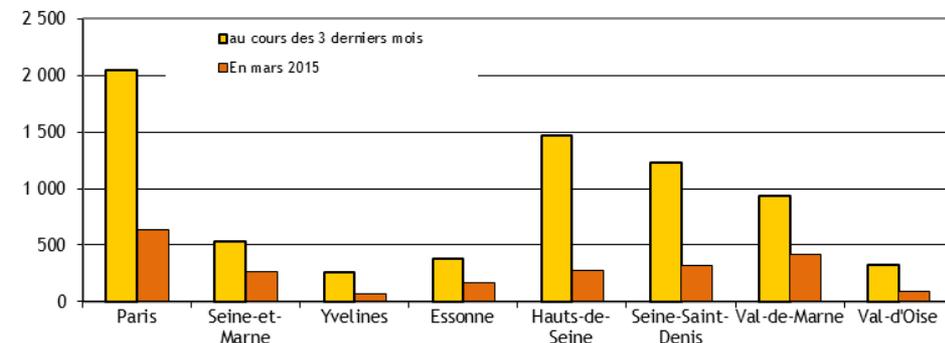
La procédure la plus importante concerne un établissement parisien d'édition de journaux avec plus de 200 emplois menacés.

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en mars	53	14	8	3	3	10	8	5	2
cumul 2015	158	40	22	8	12	30	19	17	10
Salariés concernés	2 244	635	266	66	169	273	325	414	96
cumul 2015	7 175	2 044	535	264	378	1 466	1 232	932	324

Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés

